

AFFRONTEMENT BUSH-CHÁVEZ

Rébellion au Sommet des Amériques



Le Sommet des Amériques convoqué par Washington devait acter la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et réaffirmer l'isolement de Cuba. Mais la réunion s'est ouverte avec une contestation de la domination des États-Unis sur le continent. Le président vénézuélien Hugo Chávez a ouvertement pris à partie Condoleezza Rice et fait l'éloge de la coopération avec Fidel Castro. Quelques jours auparavant, le président argentin Nestor Kirchner avait déclaré qu'il gagnerait « par K. O. » face à Bush, tandis que le Brésil de Luis Ignacio da Silva avait imposé le fichage des citoyens états-uniens entrant sur son territoire.

page 2

Le président-candidat Bush : aveugle ou visionnaire ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Suite aux déclarations de Paul O'Neil, ancien secrétaire au Trésor de l'administration Bush, affirmant que le président états-unien était un autiste et que l'attaque de l'Irak était planifiée depuis janvier 2001, Franck Gaffney et Max Boot volent à la rescousse du président-candidat. Le premier présente Bush comme un visionnaire combattant des États menteurs, tandis que le second loue le caractère bien trempé du président dans lequel se reconnaîtrait l'« Amérique ».

page 7

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'Iran demande à l'Union européenne de respecter ses engagements en matière nucléaire

■ Le président israélien déplore que son homologue syrien ait refusé son invitation

■ La Syrie et l'Union européenne discutent des modalités d'établissement d'une « paix juste et compréhensive » au Proche-Orient

■ Les organisations palestiniennes décident de refuser l'aide conditionnelle des États-Unis

■ Le ministre palestinien des Finances demande à la Libye de renflouer l'Autorité palestinienne

■ Yasser Arafat souhaite la tenue d'une conférence internationale pour trouver un accord de statut permanent

page 13



LES INDONÉSIENS DANS LA LIGNE DE MIRE

L'Indonésie, État musulman le plus peuplé du monde, se sent menacé par la Maison-Blanche. Sans motif officiel, l'administration Bush l'a ajoutée à la liste des pays dont les ressortissants seront systématiquement soumis à des contrôles biométriques pour entrer sur le territoire des États-Unis. Au même moment, Djakarta découvre le nouveau programme d'armement de Canberra intégré au programme états-unien de guerre des étoiles. Il ne peut exister aucun autre usage aux nouveaux bâtiments de guerre et au déploiement de missiles tournés vers le nord que l'attaque de l'Indonésie par l'Australie. L'Indonésie qui, depuis l'attentat de Bali, se croyait bon élève dans la guerre contre le terrorisme exige aujourd'hui des explications de son voisin.

Affrontement Bush-Chávez

Rébellion au Sommet des Amériques

Le Sommet des Amériques convoqué par Washington devait acter la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et réaffirmer l'isolement de Cuba. Mais la réunion s'est ouverte par une contestation de la domination des États-Unis sur le continent. Le président vénézuélien Hugo Chavez a ouvertement fait l'éloge de la coopération avec Fidel Castro. Quelques jours auparavant, le président argentin Nestor Kichner avait déclaré qu'il gagnerait « par K. O. » face à Bush, tandis que le Brésil de Luis Ignacio da Silva avait imposé le fichage des citoyens états-uniens entrant sur son territoire.



Le **Sommet extraordinaire des Amériques** s'est ouvert le 12 janvier 2004 à Monterrey (Mexique). Tous les États de la région y participent à l'exception de Cuba, exclu depuis 1962 de l'**Organisation des États américains** et soumis à un embargo par le Congrès des États-Unis.

Il s'agit de la quatrième réunion des chefs d'État et de gouvernement de la région. La première s'était tenue à Miami (1994), la seconde à Santiago du Chili

(1998) et la troisième à Québec (2001). Lors des sommets précédents, l'autorité des États-Unis sur l'hémisphère, connue sous le nom de « doctrine Monroe », n'était pas discutée. Il n'en est plus ainsi. Les opinions publiques, depuis longtemps hostiles à « l'impérialisme yankee », rejettent la version officielle du 11 septembre et la guerre au terrorisme qui s'ensuit, et ne manquent pas une occasion de manifester leur sympathie au monde arabe. Dans plusieurs pays, les électeurs ont sanctionné les gouvernements pro-états-uniens et élu des personnalités progressistes. Un premier axe s'est établi entre le Venezuela d'Hugo Chávez Frías et Cuba de Fidel Castro pour développer une politique sociale, notamment en matière d'alphabétisation et de santé. Un second axe argentino-brésilien, formalisé par le Marché commun du Sud (Mercosur), s'est renforcé avec l'élection de Nestor Kirchner à Buenos Aires et de Lula da Silva à Brasilia. Washington ne peut plus compter que sur l'appui du Mexique dirigé par le libéral Vicente Fox et du Chili socialiste.



En principe, l'autorité des États-Unis sur l'hémisphère, connue sous le nom de « doctrine Monroe », ne devait pas être discutée au Sommet des Amériques. Mais les partisans de Washington sont maintenant peu nombreux en Amérique du Sud. Les dirigeants de l'Argentine, du Brésil et du Venezuela commencent à défier les États-Unis.

En principe, le sommet extraordinaire ne devrait débattre que des moyens de vaincre la pauvreté. Mais Washington entend y imposer deux décisions qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour. D'abord faire acter que la **Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) entrera en vigueur en 2005 même si de nombreuses réserves ou compensations n'ont pas eu le temps d'être négociées**. Ensuite, réaffirmer l'isolement de Cuba que les contestataires s'efforcent de rompre.

Le Venezuela, premier pays exportateur de pétrole du continent et secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) représente un enjeu stratégique pour les États-Unis. Pour financer sa politique sociale, Hugo Chávez Frías s'est employé à replacer la société nationale des pétroles sous le contrôle de l'État en licenciant les anciens dirigeants, puis à reprendre identiquement le contrôle de la Banque centrale [1]. Après avoir fomenté un **coup d'État avorté** contre lui, en avril 2002, les États-Unis ont relâché leur pression sur ce pays pétrolier pensant pouvoir exploiter rapidement les hydrocarbures en Irak. Mais leur échec au Proche-Orient les a contraints à revenir à la charge. Sachant que la constitution bolivarienne reconnaît au peuple le pouvoir de révoquer ses élus, l'opposition a lancé une pétition contre Hugo Chávez Frías. Au regard du soutien populaire massif dont dispose le président, il paraît impossible à une opposition, certes déterminée, mais limitée à la bourgeoisie urbaine, de réunir les signatures de 20 % du corps électoral nécessaires à la convocation d'un référendum révocatoire. Dès le début, cette campagne est apparue comme une mise en scène visant à délégitimer le président constitutionnel sur la scène internationale et à ouvrir la voie à une nouvelle tentative de renversement. La Commission nationale électorale, qui est

en train de dépouiller les pétitions, devrait indiquer le résultat de cette consultation sous un mois. D'ores et déjà, l'opposition l'accuse de refuser de prendre en compte de nombreux formulaires et présente Chávez comme un dictateur. En réalité, l'opposition entretient une querelle fictive en mêlant des signatures recueillies pour la révocation du président et d'autres formulaires relatifs à la destitution d'élus locaux.

À l'occasion de sa conférence de presse du Nouvel an, officiellement consacrée à la préparation du Sommet des Amériques, Condoleezza Rice s'est lancée dans violente diatribe contre le gouvernement Chávez. « *Je ne parviens pas à comprendre comment qui que ce soit qui croit à la démocratie, ou veut que les gens pensent qu'il croit à la démocratie, pourrait vouloir avoir quoi que ce soit à faire avec Fidel Castro, parce que son régime est le seul vraiment non-démocratique de la région* », a-t-elle conclu [2]. Le président Chávez lui répondit deux jours plus tard, à l'occasion de l'émission *Allo Presidente*, avec cette verve populiste qui irrite tant l'élite washingtonienne. Il a rappelé les programmes d'alphabétisation et de santé que son gouvernement a mis en place avec l'aide technique et le soutien de coopérants de Cuba. Évoquant le gigantesque effort d'alphabétisation de la Mission Robinson, il a annoncé envoyer un manuel d'apprentissage de la lecture à la Conseillère de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique pour qu'elle comprenne la reconnaissance des Vénézuéliens aux Cubains et remédie à son analphabétisme. Enfin, il a dénoncé les manœuvres de la Maison-Blanche qui « *visent à préparer le terrain pour une nouvelle tentative de coup d'État* » suscitant immédiatement des manifestations de rue au cri de « *Ils ne reviendront pas !* ».

Arrivant au Mexique pour le Sommet, George W. Bush a répliqué lors du **point de presse commun qu'il donnait avec son ami et hôte, Vincente Fox**, qu'il travaillait à l'intégrité du processus conduisant au référendum révocatoire d'Hugo Chávez Frías.



Thierry Meyssan et Sandro Cruz, de la Red Voltaire, animant la soirée de dépouillement électoral à la télévision nationale vénézuélienne.

Sous la houlette du justicialiste Nestor Kichner, l'Argentine se relève lentement de la faillite économique. Bien que se réclamant d'une forme de gestion libérale, le président Kichner a, lui aussi, commencé une politique de ré-appropriation des richesses nationales. Il n'a pas manqué d'inviter Fidel Castro à Buenos Aires et de lui offrir une occasion de manifester la popularité dont il jouit parmi les foules latinos. Il a rouvert l'ambassade d'Argentine à La Havane et a refusé de jouer le faire-valoir des anti-castristes subventionnés par Washington.

Répondant, le 7 janvier aux objurgations du sous-secrétaire d'État Roger Noriega, **Nestor Kichner a déclaré** : « *Nous avons cessé d'être des paillasons. Nous pouvons accepter ou arranger des rencontres, mais personne ne peut nous donner des ordres, encore moins nous punir, parce que nous sommes un pays digne* ». Et, évoquant le Sommet des Amériques, il a prédit que face à Bush, il gagnerait par K.O.

Au Brésil, l'ancien ouvrier Luis Ignacio da Silva a été élu sur un programme alter-mondialiste. D'abord considéré comme le nouveau *leader* de la gauche sud-américaine, il a rapidement amorcé un virage réaliste et adopté une politique social-démocrate classique. Il n'en brigue pas moins un *leadership* régional en s'appuyant plus sur la puissance de son pays que sur une ligne économique révolutionnaire. Tout en manifestant sa solidarité avec Fidel Castro et en évoquant l'unité sud-américaine, **il a ouvert une brèche favorable à Washington dans les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques**. Symboliquement, à la veille du sommet, il a décidé de soumettre les touristes états-uniens aux mêmes mesures humiliantes de prises d'empreintes digitales et de photographies que celles imposées aux Brésiliens entrant aux États-Unis.



George W. Bush et le président mexicain Vicente Fox. Avec le Chili « socialiste », le Mexique est l'un des rares soutiens des États-Unis sur le continent.

Prenant la parole lors de la séance inaugurale du Sommet, le président George W. Bush a stigmatisé la « *dictature* » cubaine et exhorté les participants à travailler ensemble pour une « *transition rapide et pacifique à Cuba* ». Il ne s'agit pas là d'une simple rhétorique, mais de menaces précises : le 10 octobre 2003, le même George W. Bush avait annoncé depuis le jardin des roses de la Maison-Blanche la **création d'une commission pour le renversement de Fidel Castro**, co-présidée par le secrétaire d'État Colin Powell et le secrétaire au Logement Mel Martinez. La société de mercenaires Dyncorp, déjà engagée en Colombie a commencé à recruter des soldats hispanophones en vue de la sous-traitance d'une opération militaire de soutien aux « dissidents ». Et le représentant républicain de Floride, Lincoln Diaz-Balart, a commencé des consultations en vue de la formation d'un gouvernement de transition qu'il pourrait lui-même présider.

Répondant sans qu'on l'y ait invité, Hugo Chávez Frías a rendu un vibrant hommage à son ami Fidel Castro et à son peuple. Il a rappelé que c'est grâce à l'assistance technique des coopérants cubains que le Venezuela a pu alphabétiser un million de personnes en six mois et offrir des soins médicaux à

dix millions de personnes qui en étaient privées sur une population de vingt-trois millions. Des propos accueillis par des applaudissements nourris devant un George W. Bush impassible.

Et ce n'est que la première journée du sommet.

[1] Le ministre de l'Énergie, Rafael Ramirez, vient de mettre à jour des investissements aberrants réalisés par l'ancienne direction des Pétroles du Venezuela et s'apprête à les liquider. Juste avant de s'envoler pour le Sommet des Amériques, le président Chávez a menacé le Conseil des sept gouverneurs de la Banque centrale du Venezuela de révocation par l'Assemblée nationale s'ils persistaient à bloquer les crédits de financement des programme d'aide aux petits exploitants agricoles.

[2] Cf. « [Dr. Rice Previews President's trip to Mexico](#) », Press Briefing, White House, 9 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le président-candidat Bush : aveugle ou visionnaire ?

Analyse

En pleine campagne électorale présidentielle, les déclarations de Paul O'Neil, l'ancien secrétaire au Trésor de George W. Bush, ont fait l'effet d'une bombe. Au cours des interviews promotionnelles d'un livre à paraître, il a décrit un président autiste, enfermé dans sa tour d'ivoire. Il a aussi révélé avoir vu, en janvier 2001, des plans d'attaque de l'Irak. La presse s'est saisie de ces déclarations, non qu'elles contiennent des éléments nouveaux, mais parce que, pour la première fois, ces éléments sont reconnus par un ex-collaborateur du président.

Montant au créneau pour éteindre cet incendie, Franck J. Gaffney Jr., le coordinateur des faucons, se lance dans un panégyrique du président-candidat. Dans le *Washington Times*, il qualifie Bush de « visionnaire » et les États qu'il combat de « menteurs », bien qu'il ne paraisse pas le plus apte à de tels jugements de valeur. Dans un autre genre, Max Boot s'évertue à discréditer Paul O'Neil dans le *Los Angeles Times*. L'éditorialiste brocarde ces intellectuels torturés et loue le caractère bien trempé, quoiqu'un peu fruste, du président dans lequel les États-Uniens se reconnaissent.

George W. Bush ne serait donc pas un « aveugle entouré de sourds », mais un visionnaire soutenu par l'Amérique profonde.

La gestion de l'après-guerre en Afghanistan et en Irak soulève quantités de problèmes que les États-Unis ont des difficultés à gérer.

Dennis Hux et Harpinder Athwal, du Council on Foreign Relations, s'inquiètent du développement de la culture du pavot en Afghanistan. Ils soulignent dans le

Christian Science Monitor que la stabilisation de l'Afghanistan est impossible dans le contexte d'une économie fondée sur le trafic de drogue.

Nancy Birdsall et Todd Moss du Center for Global Development s'interrogent dans l'*International Herald Tribune* sur la pseudo-indignation soulevée par la décision du département de la Défense de réserver les contrats en Irak aux pays membres de la Coalition. Ils soulignent, pour le regretter, que c'est en réalité une pratique habituelle de conditionner une aide internationale au recours à des entreprises du pays donateur. Cependant le cas est ici particulier : les États-Unis ne sont pas seulement donateurs en Irak, ils y sont aussi force d'occupation, donc juges et parties.

Les partisans de l'État d'Israël cherchent à lui rallier des soutiens en stigmatisant un péril islamique, voire en ravivant le thème de la croisade pour la libération des lieux saints.

Les démographes Sergio Dellapergola et Michel-Louis Lévy tirent ainsi la sonnette d'alarme dans *Le Figaro*. En Israël-Palestine, derrière les opérations armées, sourde une guerre démographique. Chaque communauté se multiplie pour submerger l'autre. Mais le résultat est déjà connu : sans relance de l'immigration juive, les musulmans ne tarderont pas à être les plus nombreux. Le prêcheur chrétien Elwood McQuaid, des Amis d'Israël, dénonce dans le *Jerusalem Post* la solution à deux États qui diviserait la ville sainte. Citations à l'appui, il discerne une certaine intolérance chez les musulmans et en conclut que la solution à deux États interdirait aux juifs et aux chrétiens d'accéder aux lieux saints situés dans la zone palestinienne.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Sur la clairvoyance »

Source : *Washington Times*

Référence : « On the vision thing », par Franck J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 13 janvier 2004.

George W. Bush a démontré durant sa présidence qu'il avait des qualités de visionnaire. Il a ainsi engagé un coûteux programme visant à envoyer l'homme sur la Lune et sur Mars et, surtout, il a démontré sa détermination à libérer l'Irak de la dictature.

Ainsi, il a compris que la destitution de Saddam Hussein ne se ferait pas qu'au profit des Irakiens et de leurs voisins, mais entraînerait des changements d'attitudes de la part des autres pays soutenant le terrorisme et développant des armes de destruction massive. Cela a eu un impact positif sur la Libye, l'Iran, la Syrie, la Cisjordanie, l'Afghanistan et la Corée du Nord. Ceux qui affirment que la décision de Kadhafi est plus due aux négociations qu'à l'usage de la force en Irak sont ridicules.

Le caractère visionnaire de George W. Bush se comprend également en opposition à l'aveuglement de ses détracteurs. On a pu voir la semaine dernière

notamment que la **Carnegie Endowment for International Peace** avait rédigé un **rapport décrivant la guerre en Irak comme une erreur** dont les coûts dépassaient largement les avantages. Ce n'est pas étonnant de leur part car ils considèrent qu'une action militaire est illégitime sans l'aval de l'ONU alors même qu'il était évident que les inspections ne donnaient rien. Cette analyse est pourtant aujourd'hui reprise par les candidats Démocrates.

La guerre au terrorisme ne peut se gagner que quand les régimes qui nous ont menti (le Soudan, la Libye, l'Iran l'Autorité palestinienne, la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord) seront remplacés. Tant que le président ne perd pas cela de vue, nous reconnaitrons sa vision.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Un homme aveugle ? Non, ce président voit clair »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Blind Man ? No, This President Is Clear-Eyed », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 13 janvier 2004.

Les révélations de l'ancien secrétaire au Trésor, **Paul O'Neil** présentant un **George W. Bush** « *aveugle entouré par des sourds* » renforcent les vieux stéréotypes contre le président. Il est vrai que le président ne devait pas être très réveillé le jour où il a nommé O'Neil dans son cabinet, mais toutes les administrations ont leurs problèmes de *casting*.

Cependant, si tous les présidents ont connu cette difficulté, seuls les présidents républicains sont présentés comme des imbéciles. En fait, tous les présidents républicains du XXe siècle ont été attaqués sur la question de leur supposé manque d'intelligence, à l'exception de Hoover et Nixon qui étaient présentés comme des gens sinistres. Tandis que les démocrates sont considérés comme des gens brillants. Toutefois, Wilson était peut-être le seul président avec un doctorat, mais sa présidence n'en a pas moins été un échec. Carter était sans doute intelligent, mais sous sa présidence l'économie était en crise et les Soviétiques progressaient. De même sous Clinton, Ben Laden n'était pas poursuivi.

Eisenhower, Reagan et Bush n'étaient peut-être pas de grands intellectuels, mais ils ont eu une vision claire et leurs présidences furent fructueuses. Le président Bush a enregistré des succès dans une politique ambitieuse qui est soutenue par 60 % des Américains. Il sait tirer le meilleur des conseils qu'il reçoit : la preuve, il n'écoutait pas ceux d'O'Neil.

Dennis Kux, Harpinder Athwal



Dennis Kux est ancien spécialiste de l'Asie du Sud au département d'État et un chercheur au Woodrow Wilson International Center for Scholars. Il a été membre de la mission en Afghanistan du Council on Foreign Relations.

Candidate du parti libéral démocrate britannique à l'élection législative de 2001, Harpinder Athwal est responsable de la communication de Citizens for Global Solutions. Elle a été membre de la mission en Afghanistan du Council on Foreign Relations.

« Les progrès afghans sont sapés par la drogue »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Afghan progress undermined by drugs », par Dennis Kux et Harpinder Athwal, *Christian Science Monitor*, 13 janvier 2004.

Le processus de reconstruction politique de l'Afghanistan n'entraînera pas de progrès dans le pays si le problème du commerce de la drogue n'est pas traité. Notre voyage en Afghanistan nous a convaincu que, avec l'insécurité, le trafic de drogue, qui représente 40 % de l'économie afghane et 75 % de la production de drogue mondiale, est le principal obstacle à un Afghanistan stable.

Les barons de la drogue afghans n'ont aucun intérêt à voir émerger un gouvernement fort à Kaboul et ils font tout pour déstabiliser le fragile gouvernement d'Hamid Karzaï. L'argent de la drogue alimente les caisses d'Al Qaïda et des Talibans. Les terroristes s'attaquent à tous ceux qui aident à reconstruire le pays, c'est pourquoi la guerre au terrorisme en Afghanistan doit comporter un volet concernant la drogue.

Jusqu'ici, les efforts internationaux pour faire face à ce problème n'ont pas grandement abouti et les programmes britanniques payant les paysans pour qu'ils renoncent à cultiver le pavot n'ont rien donné. L'incapacité à apporter une réponse internationale concertée à ce problème ne fait que renforcer les trafiquants. Il faut que les militaires états-uniens s'investissent davantage dans cette lutte. L'envoi de Zalmay Khalilzad comme ambassadeur est un bon début et il faut ajuster la stratégie en accélérant l'entraînement de l'armée afghane et des équipes de reconstruction provinciales.

Nancy Birdsall, Todd Moss



Ancienne chercheuse à la Carnegie Endowment for International Peace, Nancy Birdsall est présidente du Center for Global Development de

« Les opposants à l'Amérique favorisent eux aussi leurs entreprises »

Source : International Herald Tribune

Référence : « America's critics also favor their own firms », par Nancy Birdsall et Todd Moss, *International Herald Tribune*, 13 janvier 2004.

Les Allemands, les Russes, les Canadiens et les Français sont choqués que les États-Unis leur aient interdit l'accès aux 18,6 milliards de dollars de contrats de reconstruction de l'Irak. Les Européens ont menacé de soumettre cette question à l'OMC ; les Russes ont estimé que cela porte atteinte à la souveraineté

Washington.



Todd Moss est chercheur au Center for Global Development de Washington.

irakienne ; les industriels allemands se sont plaints de l'impact sur leur économie ; tandis que les analystes ont trouvé cela maladroit alors que les États-Unis plaident pour un plus grand effort de reconstruction ou un abandon de la dette irakienne.

Tout cela doit paraître étrange aux quatre milliards d'habitants des pays en voie de développement qui ont l'habitude de voir les aides économiques émanant des pays riches conditionnées à l'obligation de faire appel à des entreprises du pays. Ce type de restriction dans les contrats apparaît dans 69 % des aides canadiennes, 50 % des françaises et 16 % des allemandes.

En Irak, cette pratique augmente les coûts en écartant des marchés des entreprises expérimentées et compétitives. La justification habituelle est que les contribuables veulent que l'aide qu'ils versent bénéficie aux entreprises de leur pays, mais cela est moins efficace que lorsqu'il y a mise en concurrence. Or, les gains politiques de la reconstruction sont plus importants pour les États-Unis que les intérêts commerciaux à espérer.

La guerre en Irak a entraîné un regain d'intérêt des États-Unis pour l'aide à l'étranger et il est temps de remettre à plats les pratiques qui accompagnent ces aides.

Sergio Dellapergola, Michel-Louis Lévy

Sergio Dellapergola est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. Né en Italie, vit en Israël depuis 1966, spécialiste de démographie des populations juives.



Membre du Haut conseil de la population et de la famille et membre du Conseil de surveillance de la CNAF, Michel-Louis Lévy est statisticien et démographe, auteur et coauteur des *Tableaux de l'économie française*.

« Les lois de la démographie au Proche-Orient »

Source : Le Figaro

Référence : « Les lois de la démographie au Proche-Orient », par Sergio Dellapergola et Michel-Louis Lévy, *Le Figaro*, 13 janvier 2004. Ce texte, dont l'essentiel des statistiques provient de *Demography in Israël-Palestine*, reprend de larges extraits de l'article paru dans la dernière livraison de la revue *Commentaire*.

L'accroissement naturel relatif des populations palestinienne et israélienne est un sujet de préoccupation important pour les Israéliens qui veulent que leur État reste à majorité juive. Sa rapidité est liée à la combinaison de facteurs uniques au monde : l'importance des traditions religieuses et des affirmations identitaires dans un contexte de santé publique moderne et de compétition démographique ; la diminution de la fécondité par femme chez les musulmans diminue comme partout dans le monde musulman, mais cette baisse est moins importante du fait de ce qu'Emmanuel Todd a appelé la « fécondité de combat ».

Ainsi, la fécondité en Israël est largement supérieure à celle des autres pays développés et si elle atteint un taux proche de deux enfants chez les juifs sécularisés et les Arabes chrétiens, ce taux dépasse les sept enfants par femme chez les juifs ultra-orthodoxes et à Gaza.

L'ensemble Israël-Palestine rassemble aujourd'hui 9,3 millions d'habitants dont 53 % de juifs et 42 % de musulmans. Si on fait des projections sur l'avenir en adoptant l'hypothèse médiane concernant les diminutions respectives des taux de fécondité et qu'on fait l'hypothèse d'une immigration nulle, la région

comptera 14,4 millions d'habitants en 2020 dont 6,7 millions de juifs et 7,7 millions de musulmans et en 2050, la population atteindra les 23,5 millions d'habitants dont 8,8 millions de juifs et 14,7 millions de musulmans. La part de population juive sur l'ensemble du territoire sera alors de 35-37 %, la même proportion que sous le protectorat britannique. Seule l'immigration peut changer ses chiffres.

C'est seulement avec la fin du terrorisme et le retrait de l'armée israélienne que cette question perdra son acuité.

Elwood McQuaid



Elwood McQuaid est un auteur chrétien spécialisé dans les interprétations bibliques en faveur d'Israël. Il est le directeur de publication de la revue *Friends of Israël*.

« Une lamentation chrétienne »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A Christian's lament », par Elwood McQuaid, *Jerusalem Post*, 13 janvier 2004.

Selon les termes politiquement corrects, un jour Jérusalem sera divisée entre deux États et sera la capitale de deux nations vivant côte à côte en paix. Ce n'est cependant qu'un rêve qu'on essaye d'imposer aux citoyens d'Israël alors que les Palestiniens en demandent toujours plus sans rien donner en retour.

Ainsi, le mufti de Jérusalem, appointé par Arafat, se fondant sur une décision de la SDN datant de 70 ans, estimait que le mur des lamentations était la propriété des Arabes. En 1997, Hassan Tahboob, le ministre des Affaires religieuses de l'Autorité palestinienne expliquait que dans le cas de figure où les Palestiniens auraient le contrôle du mur, les juifs pourraient venir y prier, mais ne pourraient plus s'en approcher à moins de deux mètres ou glisser des prières dans les infractuosités du mur.

Les maîtres de l'apaisement en Occident ne tiennent manifestement pas compte du fait que le contrôle exclusif des musulmans sur la vieille ville, le mont du temple et le mur des lamentations est une ablation de l'âme et du cœur de l'anatomie du judaïsme. Il n'y a rien d'incorrect ou d'impérialiste pour le peuple juif de réclamer son héritage, fruit d'une histoire bien plus ancienne que ne l'est l'islam.

La constitution de l'Autorité palestinienne reconnaît l'islam comme seule religion d'État, la sharia comme source du droit, Jérusalem comme capitale, la citoyenneté palestinienne à tous les Arabes vivant sur le territoire avant 1948 et à leur descendants et le droit au retour. Si ce programme est appliqué, les juifs et les chrétiens n'auront plus accès aux lieux saints.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran demande à l'Union européenne de respecter ses engagements en matière nucléaire

Référence : « Kharrazi : Tehran expects Europe to fulfill its commitments », IRNA, 12 janvier 2004.

Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, a rencontré, lundi 12 septembre 2003, le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, à Téhéran. Il a évoqué avec lui le renforcement de la coopération entre l'Iran et l'UE. Soulignant les mesures pratiques prises par Téhéran depuis l'adoption de la déclaration de Téhéran et la volonté affichée de l'Union européenne de se rapprocher de la République islamique, Kamal Kharazzi a déclaré que les autorités iraniennes attendaient de l'Europe l'application complète de ses engagements envers l'Iran. D'après le département d'information du ministère des Affaires étrangères, le ministre a indiqué que, par l'enlèvement des obstacles existants, « *nous pouvons avancer vers une coopération plus large* ». L'Iran appelle à la tenue de négociations mutuelles sur la base du respect mutuel et d'une démarche positive et constructive, a-t-il ajouté, insistant sur la nécessité d'élaborer un plan compréhensif sur la coopération mutuelle entre les deux parties. Selon lui, la République islamique d'Iran est tout à fait déterminée et engagée à continuer sa coopération actuelle avec l'Agence internationale à l'Énergie atomique. Il a précisé cependant : « *Nous croyons que c'est notre droit légitime de bénéficier de la technologie nucléaire, et nous ne pouvons ignorer un droit aussi explicite* ».

Javier Solana, de son côté, a indiqué que l'Union européenne et l'Iran étaient des partenaires économiques et que l'UE appelait à la tenue de négociations et d'échange de visites bilatérales pour aider au renforcement des liens mutuels. D'après lui, l'Union européenne considère la république islamique d'Iran comme un pays important et influent dans la région, et l'Europe attache de l'importance à ce qu'ait lieu un échange régulier de points de vue sur les développements régionaux.

Les deux hommes ont d'ailleurs évoqué l'approfondissement de ce dialogue, et discuté des récents événements survenus dans la région, notamment en Irak et en Afghanistan. Exprimant la volonté de l'Iran de coopérer à la reconstruction irakienne, Kamal Kharazzi a qualifié de positif et constructif le rôle de l'Iran dans le processus de reconstruction, et rappelé que Téhéran appelle à un Irak

indépendant, unifié et stable. Il a également salué le retour à la stabilité en Afghanistan et indiqué que l'Iran vise la restauration de la paix et de la sécurité dans ce pays, dont il voudrait voir la reconstruction avancer plus vite.

Syria Times



La Syrie et l'Union européenne discutent des modalités d'établissement d'une « paix juste et compréhensive » au Proche-Orient

Référence : « Al-Shara discusses developments with European envoy », *Syria Times*, 12 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères syrien, Farouk al-Shara, a reçu, dimanche 11 janvier 2004, la visite de l'émissaire spécial de l'Union européenne pour le Proche-Orient, Marc Otte, à la tête d'une délégation.

Les discussions ont porté sur l'actualité régionale et le travail effectué pour faire du Proche-Orient une région sans armes de destruction massive, dans le cadre de l'ONU. Les entretiens se sont également particulièrement focalisés sur les moyens de mettre un terme à l'occupation israélienne du Golan syrien en accord avec les résolutions de l'ONU et les conclusions de la conférence de Madrid. La coopération avec l'Europe pour parvenir à une paix juste et compréhensive dans la région a également été abordée.

A ce sujet, Farouk al-Shara a réaffirmé le soutien de la Syrie à l'initiative de paix arabe adoptée au sommet de Beyrouth. Il a également confirmé l'importance des relations de la Syrie avec l'Union européenne, et le rôle de celle-ci dans les questions régionales.

Marc Otte a répondu qu'il était impossible d'établir une paix juste au Proche-Orient sans la Syrie, qui est un pays vital pour la région. Selon lui, les discussions ont également porté sur les moyens de permettre à la Syrie de rejoindre la famille des partenaires méditerranéens de l'Union. Il a affirmé par ailleurs la détermination de l'Union européenne à tout mettre en œuvre pour assurer la reprise du dialogue entre la Syrie et Israël, et souligné que la paix régionale nécessite l'établissement de la paix entre la Syrie et Israël d'un côté, et Israël et le Liban de l'autre.

Interrogé par la presse sur l'état du dialogue israélo-syrien au regard de l'intransigeance adoptée par le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, il a déclaré : « *Le président Bashar al-Assad a fait une offre très claire et nous attendons de voir ce qui va se passer ensuite* ».

Bashar al-Assad a proposé, en décembre 2003, de reprendre le dialogue avec Tel-Aviv à partir du point où elles avaient été abandonnées, à la mort de son père. Le président Assad avait alors obtenu d'Yitzakh Rabin l'assurance qu'Israël quitterait le plateau du Golan, en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques avec Damas. Ariel Sharon refuse toute condition syrienne préalable à la reprise du dialogue, mais exige que Damas s'attaque d'abord aux organisations terroristes présentes sur son sol.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Le ministre palestinien des Finances demande à la Libye de renflouer l'Autorité palestinienne

Référence : « PA Finance Minister asks Gadhafi for budgetary aid to PA », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 12 janvier 2004.

Le ministre des Finances de l'Autorité palestinienne, Salam Fayad, a rencontré il y a quelques jours le président libyen, Muammar Khadafi, avec lequel il a évoqué la possibilité d'une contribution libyenne au budget palestinien.

D'après des responsables palestiniens anonymes cités par *Ha'aretz*, Salam Fayad s'est rendu il y a dix jours aux États-Unis où il a rencontré des membres du Congrès, des responsables de l'administration Bush et des dirigeants de la Banque mondiale. Lors de son voyage de retour, il s'est arrêté brièvement à Tripoli, pour y rencontrer Khadafi.

Pourtant, officiellement, les responsables arabes ont évité de rencontrer le chef de l'État libyen depuis l'annonce, fin décembre 2003, de l'abandon par la Libye de ses armes de destruction massive.

Selon les responsables cités, la réunion visait à examiner la position de Khadafi sur la question palestinienne et sur la politique israélienne dans les territoires occupés. Elle devait aussi permettre au président libyen, qui s'était jusqu'ici abstenu de fournir une aide matérielle à la cause palestinienne, d'allouer des fonds pour financer des projets palestiniens, sous la médiation d'organisations occidentales.

Depuis quelques semaines, l'Autorité palestinienne traverse une crise budgétaire importante, pour un déficit estimé à plusieurs centaines de millions de dollars. L'aide financière des pays arabes s'est en effet arrêtée en octobre 2003. Selon *Ha'aretz*, « les autorités libyennes seraient prêtes à renouveler leur aide directe aux Palestiniens, dans le cadre des changements entrepris par le pays nord-africain ».

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Le président israélien déplore que son homologue syrien ait refusé son invitation

Référence : « Katsav sorry Syria rejected invitation for Assad to visit », par Aluf Benn et Gideon Alon, *Ha'aretz*, 12 janvier 2004.

Le président israélien Moshe Katsav a déploré, lundi 12 janvier 2003, que Damas ait refusé son invitation adressée au président Bashar al-Assad de se rendre à Jérusalem. « *Il semblerait qu'Assad ne soit pas fait de la même trempe que l'ancien président égyptien, Sadate* », a-t-il déclaré.

Il en a profité pour faire à nouveau état des informations selon lesquelles les vols humanitaires affrétés par la Syrie en direction de l'Iran, à la suite du tremblement de terre, serviraient en réalité à acheminer des armes au Hezbollah depuis Téhéran. Selon lui, Israël n'est pas certain de la position de Damas sur l'ouverture de négociations, mais il a ajouté que si Assad souhaitait sérieusement les reprendre « *de zéro* », il devrait utiliser les canaux diplomatiques et inviter les dirigeants israéliens à Damas.

La Syrie a indiqué le même jour que l'invitation du président Katsav n'était pas une réponse sérieuse aux appels syriens à la reprise des négociations de paix, bien qu'aucune condition préalable n'ait été posée.

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, avait déclaré, dès le dimanche 11 janvier, qu'Israël étant un pays de paix, il était naturellement intéressé par des discussions avec la Syrie, mais a mis en doute la volonté de paix de Damas, y voyant plutôt une stratégie visant à faire baisser la pression états-unienne.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Les organisations palestiniennes décident de refuser l'aide conditionnelle des États-Unis

Référence : « Palestinian human rights groups reject anti-terror conditions on USAID money », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 12 janvier 2004.

Les organisations des droits de l'homme palestiniennes travaillant à Gaza et en Cisjordanie ont annoncé leur intention de refuser l'aide offerte par l'Agence états-unienne pour le développement international (USAID).

L'Agence exige en effet de ces organisations qu'elles s'engagent par écrit à ne pas recevoir de fonds provenant d'organisations terroristes et à ne pas leur en accorder. Une liste recensant les noms de milliers d'organisations « terroristes » et d'associations a été compilée par l'administration états-unienne au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Elle comprend en plus les noms de centaines de responsables.

Les organisations palestiniennes sont particulièrement hostiles à l'interdiction qui leur ait faite de porter assistance aux veuves et orphelins des combattants de l'OLP tués au cours de l'intifada, ainsi qu'aux familles de prisonniers de l'aile militaire de l'OLP, y compris une aide alimentaire.

Ce différend s'est transformé ces derniers jours en une véritable campagne contre l'USAID, et, au delà, contre les États-Unis. 10 % des ONG palestiniennes ont accepté de continuer à recevoir l'aide états-unienne, contre 90 % qui ont refusé.

Un porte-parole de l'ambassade états-unienne a répondu aux critiques en affirmant qu'« *il n'y a pas de compromis ni d'exceptions dans la guerre contre le terrorisme. Si les gens sont intéressés par notre aide, ils doivent également coopérer avec nous dans la guerre contre le terrorisme* ». Cette aide comprend la reconstruction d'infrastructures détruites au cours de l'Intifada, la formation de magistrats et autres professions juridiques, et des programmes de formation pour les organisations qui préparent les prochaines élections palestiniennes.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Yasser Arafat souhaite la tenue d'une conférence internationale pour trouver un accord de statut permanent

Référence : « Arafat to call for peace conference », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 12 janvier 2004.

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, prévoit d'appeler à la tenue d'une conférence de paix internationale, sur le modèle de celle de Madrid en 1991, d'après des informations parues, dimanche 11 janvier 2004, dans le journal koweïtien *Al-Qabas*, dont rend compte le quotidien israélien *Ha'aretz*. La conférence de Madrid s'était tenue à l'aube de la première guerre du Golfe et avait marqué la fin de la première intifada. La nouvelle conférence souhaitée par Yasser Arafat viserait à clore le cycle actuel de violence et à initier des discussions sur un accord de statut permanent.

Après en avoir discuté avec les institutions de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), le président palestinien devrait demander à la Ligue arabe d'organiser une réunion de crise pour adopter l'appel à la tenue de cette conférence. La prochaine réunion de la Ligue est prévue pour le 20 mars 2004, à Tunis, mais Yasser Arafat souhaite qu'elle se réunisse plus tôt en session exceptionnelle sur cette question.

D'après des sources palestiniennes anonymes, cette démarche n'a que peu de chances d'aboutir, et notamment de réunir des soutiens. En effet, les factions militantes armées palestiniennes, notamment le Hamas et le Jihad islamique, ne devraient pas soutenir cette initiative, et Yasser Arafat pourrait également avoir à composer avec l'opposition de son propre mouvement, le Fatah.

De plus, toujours selon ces sources, les pays arabes ne seraient pas très enthousiastes à l'idée d'une conférence internationale dans le contexte actuel. Dans le même temps, le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a indiqué, dimanche 11 janvier, qu'il soutenait la solution à deux États, tout en ajoutant qu'il ne s'agissait que d'« *une solution parmi d'autres* ». Jeudi 8 janvier, il avait reproché à la politique israélienne actuelle de détruire toute chance de mettre en œuvre la solution à deux États, faisant ainsi de l'État binational la seule alternative possible pour « *préserver les droits des Palestiniens* ».

Au cours de sa visite au pied d'un pan du mur de séparation, il a déclaré qu'il fallait désormais le convaincre que « *la solution à deux États reste à l'ordre du jour et est toujours viable, et que la création d'un État palestinien est un projet sérieux* » pour Israël et les défenseurs de la Feuille de route. « *Nous en appelons (...) aux États-Unis, au président Bush, à l'Europe, à la Russie, aux Nations Unies* », a-t-il ajouté, avant de s'interroger, en montrant du doigt le mur de séparation : « *Cela laisse-t-il une chance à la création d'un État palestinien ?* ».